

La naissance de l'éducation populaire

Faire la guerre à l'ignorance et éduquer le peuple, tel a été l'objectif constant des mouvements d'éducation populaire. Même s'ils se sont déclinés en plusieurs doctrines et ont beaucoup évolué au fil des transformations sociales.

Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, la révolution industrielle entraîne une grande misère sociale qui stimule chez certains philanthropes la volonté de promotion de l'éducation du peuple. L'éducation populaire croît dans un sillon ouvert, d'une part, par les Églises chrétiennes et, d'autre part, par les loges maçonniques, soutiens des démocrates hostiles à Napoléon III.

Le rôle social des Églises chrétiennes

À cette époque, l'Église catholique lutte contre le « paupérisme » sans contester l'ordre social. Sa doctrine en la matière s'appuie sur l'encyclique de Léon XIII *Rerum novarum* de 1891 qui désigne trois intervenants en direction du monde ouvrier : l'État qui intervient en vue du bien commun, les branches professionnelles qui organisent le champ social et l'Église qui agit et enseigne, et donc éduque.

JEAN-MARIE MIGNON

Maitre de conférences associé à l'université Paris-XIII, il a notamment publié *Une histoire de l'éducation populaire*, La Découverte, 2007, et *Les Métiers de l'animation*, Dunod, 2012.

Avant cette date, des personnalités étaient déjà impliquées dans la question sociale, façonnant ce courant de pensée qu'est le « catholicisme social ». Leurs initiatives furent nombreuses en cette fin du 19^e siècle, à l'exemple des « patronages » institués dans le cadre des conférences Saint-Vincent-de-Paul ; ils étaient dédiés aux garçons, écoliers et apprentis, les accueils de loisirs en sont les héritiers. Une autre initiative est celle des sociétés d'économie sociale promues par Frédéric Le Play (1806-1882). Son étude du milieu de vie prônait le « voir, juger agir », méthode qui sera reprise par les mouvements chrétiens de jeunesse ouvrière, agricole et étudiante et, plus tard, par les Ceméa (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active).

Un pôle laïque complémentaire de l'éducation publique

Le protestantisme, qui se réclame du christianisme social, fut plus précoce et pionnier. Il proposait la coopération comme une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme et mettait l'accent sur la solidarité. L'œuvre de Charles Gide, théoricien de l'économie sociale et fondant à Nîmes une société d'économie populaire, préfi-

guration des universités populaires, se situe dans ce courant.

Le mouvement laïque naît en 1870 et se déploie sous la III^e République. Il se nourrit d'abord d'une opposition idéologique à l'Église catholique, et s'appuie sur la croyance au progrès et l'amour de la patrie.

En 1866, Jean Macé crée la Ligue de l'enseignement « pour faire cesser l'ignorance du peuple ». Il fonde un pôle laïque majeur d'éducation populaire en s'appuyant sur la franc-maçonnerie, portée par l'idéal de solidarité et ouverte aux avancées de la science et de la raison. La Ligue, tissant sur le territoire national un réseau de bibliothèques communales, s'attache au devoir de faire « la guerre à l'ignorance et à l'intolérance ». Jules Ferry reprendra ses idées en rendant l'école républicaine obligatoire, laïque et gratuite pour tous.

Au tournant du 20^e siècle, les œuvres complémentaires de l'école sont en plein développement. Elles touchent autant à la promotion de la citoyenneté et de la vie intellectuelle qu'à l'activité physique et à l'hygiénisme, avec l'importance que prennent les sociétés de gymnastique, les colonies de vacances et « l'appel de la route » des auberges de jeunesse et du scoutisme.

Cependant, l'antagonisme entre ces deux puissances morales que sont le monde laïque et les Églises est plus politique que social car, si le concept de philanthropie qui vise l'intégration et la promotion sociales s'oppose aux idées d'émancipation collective comme à la lutte des classes, dans les faits, la morale sociale qui détermine ces deux mondes a beaucoup de traits communs. Et tous ont une forte attente envers l'école, ascenseur social.

De l'éducation populaire à l'éducation permanente

À la suite du ministre Jean Zay, promoteur d'une ambitieuse politique culturelle sous le Front populaire, les deux courants se rencontreront après la Seconde Guerre mondiale. C'est alors André Malraux, ministre de la Culture en 1959, qui se fait le héraut d'un État «rassembleur de la culture».

Laïques, socialistes, chrétiens travailleront parfois ensemble à la création de «l'exception culturelle» de la France, notamment dans les associations de promotion de la culture populaire comme Travail et culture, qui offrira dès 1944 aux ouvriers de s'initier aux œuvres artistiques, ou Culture et liberté, organisme de débat, de publication (*Vie populaire, Études ouvrières...*) et de formation à travers le Mouvement de libération ouvrière. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le plan Langevin-Wallon, chargé de définir un nouveau projet pour l'éducation, annonce: «L'éducation populaire n'est pas seulement l'éducation pour tous, c'est la possibilité pour tous de poursuivre au-delà de l'école et durant toute leur existence le développement de leur culture intellectuelle, esthétique, professionnelle, civique et morale» (1947).

Mais à partir du début des années 1970, l'ensemble de la population française est scolarisé de plus en plus longtemps, et, de la même façon que l'on croit moins à l'école de J. Ferry, on croit moins à l'éducation populaire.

L'éducation s'étend tout au long de la vie et la réflexion progresse sur les

techniques d'éducation nouvelle, les méthodes des pédagogies actives. Pourtant, la loi Chaban-Delors de 1971, dite de l'éducation permanente, n'offre pas l'opportunité espérée pour un redéploiement de l'éducation populaire. Les combats de l'éducation populaire convergent vers les idées qui touchent toujours plus à la question sociale dans une France ouverte au monde. Une nouvelle période s'ouvre, sur des bases idéologiques et politiques renouvelées, des modes d'organisation inédits et des types d'action innovants. ●



Joffre Dumazedier (1915-2002): des loisirs à l'autoformation

Joffre Dumazedier a été à la fois un fervent militant de l'éducation populaire et un pionnier de la sociologie des loisirs et de la culture. Après la Libération, il crée avec d'autres résistants le mouvement Peuple et culture pour «rendre la culture au peuple et le peuple à la culture pour favoriser l'avènement d'un homme nouveau et d'un nouvel humanisme». En 1953, il entre au CNRS, où il constitue une équipe qui dirige ses recherches sur «le loisir et les modèles culturels». Dans son ouvrage *Vers une civilisation du loisir?* (1962), traduit en plusieurs langues, J. Dumazedier précise trois fonctions majeures: délasserment, divertissement et libre développement, plaçant le temps libéré dans la perspective d'une démocratie culturelle exigeant une politique globale de l'éducation et de l'information.

Nommé professeur de l'IUFER des sciences de l'éducation à l'université

Paris-V après mai 1968, il donne un cours sur «La dynamique sociale de la société éducative» tout en poursuivant ses recherches en France, au Brésil et au Maroc. Docteur d'État en 1974, il fonde la chaire de sociopédagogie des adultes. N'étant pas homme à se mettre dans la position du maître érudit, il se comporte plus comme un entraîneur, un compagnon d'apprentissage n'excluant pas le dialogue critique et exigeant avec les étudiants.

J. Dumazedier voyait le loisir comme moteur d'un puissant mouvement social propre à modifier les structures de la société et les orientations de la vie elle-même. Avant son travail sur la sociologie de l'autoformation, il publie peu de mois avant sa mort *Penser l'autoformation* (2002).

Retiré à Châteauroux (Oise), il travaille jusqu'à son dernier jour, en septembre 2002, à l'âge de 87 ans. ● J.-M.M.